

Sujet : Réfugiés et déplacés du Moyen-Orient du début du XX^e siècle au début du XXI^e siècle

Dans quelle mesure les réfugiés et les déplacés, perçus comme le corollaire des grands bouleversements géopolitiques du Moyen-Orient, sont-ils en réalité devenus un facteur central et durable, structurant les équilibres politiques, sociaux, et identitaires de la région du début du XX^e siècle au début du XXI^e siècle ?

I) Le phénomène des réfugiés et déplacés, un corollaire passif et structurel des recompositions violentes du Moyen-Orient.

a) L'héritage de l'Empire Ottoman et de la 1^{ère} Guerre Mondiale : traumatisme du Moyen-Orient

Tout d'abord, on remarque un climat de tension au sein des différentes ethnies qui occupent la Sublime Porte. Il y a en effet cette idée que les Arméniens ne seraient pas tout à fait des Ottomans comme les autres et que leur loyauté, sujette à caution, se renforce chez de nombreux Turcs. Dès 1913, des dizaines de milliers de Grecs et de Bulgares ottomans sont ainsi expulsés de Thrace orientale et de la côte égéenne pour être remplacés par des réfugiés des Balkans. Les massacres et les déportations commencent en avril 1915 et se déroulent en plusieurs phases. Les déportations touchent en premier lieu Zeitun et Cicilie. Le 20 avril, les Arméniens de Van, soutenus par l'armée russe qui entre dans la ville un mois plus tard, se soulèvent. Entre mai et juillet, les déportations d'Arméniens, validées par la loi du 27 mai 1915 qui autorise l'armée à déplacer les habitants des villes et des villages soupçonnés de trahison ou d'espionnage, deviennent systématiques (principalement sur les zones de front proches du Caucase puis dans toute l'Anatolie orientale). Les maisons et biens des déportés sont d'abord laissés à l'abandon, puis légués à des Turcs locaux ou à des émigrés musulmans des Balkans et du Caucase. Vieillard, femmes et enfants sont acheminés à pied tandis que les hommes en âge de combattre sont massacrés.

A partir, d'août 1915 et jusqu'à l'automne, les Arméniens d'Anatolie centrale et occidentale sont à leur tour évacués vers la Syrie. Ils sont repoussés soit vers Damas puis Beyrouth, pour les plus chanceux, soit dans une vingtaine de camps de concentration, soit sur la ligne du chemin de fer du Hedjaz, soit sur la « Ligne de l'Euphrate ». En 1916, une grande partie est exterminée. Aujourd'hui, les gouvernements ottomans et turcs successifs ne reconnaissent qu'une déportation (tehdjir) décidée en contexte de guerre d'occupation pour empêcher un soulèvement des Arméniens. Ces événements créent une diaspora durable.

On retrouve également des "échanges" de populations entre la Grèce et la Turquie après que les alliés reconnaissent la Turquie et ses nouvelles frontières lors du traité de Lausanne de 1923. De plus la fin de l'umamah et l'émergence d'Etats-nations repose sur des bases fragiles supposant qu'il y a des minorités en trop. Ainsi En 1927, il ne restait que 70 000 Arméniens en Turquie.

b) La création d'Israël et le choc de 1948 (la Nakba) : l'apparition d'un réfugié permanent

En parallèle, le gouvernement britannique adopte une politique exclusive à l'égard de la Palestine. Les Arabes sont traités en indigènes colonisés au moment de la Nakba en 1948. On assiste à une expulsion et fuite d'environ 700 000 Palestiniens, créant la question réfugiée la plus ancienne et non résolue encore aujourd'hui. Le RU promet donc la communauté juive comme étant la seule capable de créer un self-government. Il est donc établi l'UNRWA le 8 décembre 1949. Il s'agit d'une institutionnalisation de l'assistance et du statut spécifique du réfugié palestinien. Cette organisation vise à limiter les déplacements des réfugiés en s'opposant aux regroupements de

famille et de villages dispersés. Le HCR (haut-commissariat aux réfugiés) joue également un rôle crucial, mais les ressources sont souvent insuffisantes face à l'ampleur des crises. L'UNRWA porte assistance auprès de 5,9 millions de réfugiés à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie d'autant que l'UNHCR recense aujourd'hui 123,2 millions de personnes déplacées, dont 42,7 millions de réfugiés et 73,5 millions de déplacés internes. La Turquie est le plus grand pays d'accueil de réfugiés syriens. Le Liban quant à lui, possède le plus de réfugiés par habitant.

c) Les guerres récentes et l'effondrement des États au XXI^e siècle : la dilution de la souveraineté.

La guerre en Irak (2003) mène à une déstabilisation du pays, avec la création de millions de déplacés internes et vagues de réfugiés (notamment les élites vers la Syrie et la Jordanie). Depuis l'invasion de l'Irak en 2003, la crise des personnes déplacées n'a cessé de prendre de l'ampleur et est, elle aussi, devenue plus complexe. Les gouvernements tentent de donner une image positive de la situation en Irak et de la crise des déplacés pour justifier leur inaction. Toutefois, les discours ne modifient pas la réalité. L'invasion menée par les États-Unis en 2003 et la montée de l'État islamique (EI) ont déplacé des millions d'Irakiens. En 2015, on comptait 4,1 millions de réfugiés irakiens, dont 1,5 million de déplacés internes. En parallèle La guerre civile syrienne débutée en 2011 constitue l'archétype de l'effondrement étatique, avec plus de la moitié de la population déplacée (interne et externe)

Depuis 2011, la guerre en Syrie a forcé plus de 5,6 millions de personnes à fuir vers la Turquie, le Liban et la Jordanie. La Turquie est devenue le plus grand pays d'accueil de réfugiés au monde (3,5 millions de Syriens), et le Liban possède le plus grand nombre de réfugiés par habitant. Les acteurs non étatiques tels que l'EI, utilisent en effet la terreur et les déplacements de populations comme arme de guerre.

II) Réfugiés et déplacés sont devenus un facteur actif, reconfigurant en profondeur les sociétés et les équilibres régionaux

A) Un enjeu géopolitique majeur : l'instrumentalisation de la question réfugiée

La période qui court les années 1920-1960 se caractérise par des dynamiques d'intégrations locales. Si les Palestiniens s'opposent à ce qui ressemblerait à leur réinstallation, les Arméniens opèrent une intégration poussée et négociée. Cela se traduit par une autonomie religieuse et communautaire telles que la formation de « petites Arménies » telle la municipalité de Borj Hammoud à l'Est de Beyrouth. Les migrations dues aux ressources économiques et à l'exode rural donnent naissance à l'apparition de revendications politiques conduisant à la formation de diasporas nourrissant l'imaginaire d'un retour à une terre d'origine. La cause palestinienne devient un pilier de l'idéologie pan-arabe invoquée par Nasser puis de la légitimité des régimes (Syrie, Jordanie) avec le sionisme et le mandat britannique de 1917, l'objectif économique est de développer une agriculture. La colonisation juive de Palestine affecte l'ensemble des pays du Moyen-Orient notamment à partir de 1933 avec la montée du nazisme en Europe. En juin-juillet 1934 : De violentes mobilisations antisémites en Thrace orientale qui entraînent leur migration vers Istanbul. De même, Le poids des réfugiés dans les équilibres démographiques des pays d'accueil. A la différence de la Jordanie, le Liban refuse l'implantation (Tawteen) des réfugiés, craignant une modification durable de ses fragiles équilibres. Parce qu'en effet le système politique libanais est structuré par un confessionnalisme qui répartit le pouvoir entre les différentes communautés religieuses selon des clés fixes. De ce fait Les postes clés de l'État sont attribués sur une base

confessionnelle (un président maronite, un premier ministre sunnite, un président du parlement chiite). Par exemple, ils n'ont pas accès au marché du travail formel. La naturalisation des réfugiés palestiniens, majoritairement sunnites, est perçue comme une menace directe pour l'équilibre des pouvoirs entre les différentes communautés religieuses. De plus, selon les dernières données du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, sur les cinq millions de réfugiés syriens, près de trois millions sont en Turquie. Cette situation fait de la Turquie le premier pays d'accueil de réfugiés au monde. Aujourd'hui, enlisée dans le conflit et isolée, voire abandonnée par ses alliés, dans une crise syrienne qu'elle n'a pas provoquée, la Turquie fait de la question des réfugiés un instrument de politique étrangère, notamment avec l'Union européenne et ses Etats membres.

b) La création de camps :

Certains camps se pérennisent comme celui de Zaatari créé en 2012 en Jordanie pour accueillir les Syriens ayant fui la guerre vise à accueillir environ 80 000 personnes. Il fonctionne comme une ville avec une forte densité et une forme de zonage et une vie économique active. Les réfugiés allant travailler dans les pays alentours jouent un rôle majeur pour leur terre d'origine avec ce que l'on nomme : l'émergence d'une culture de l'exil. Comme nous l'avons vu avec les diasporas arméniennes, ou même avec la diaspora palestinienne. La guerre civile libanaise de 1975 à 1990 par exemple a permis de financer des partis politiques libanais tels que le parti Baas influençant les équilibres internes du pays. Les transferts d'argent, les remises sont justement cruciaux durant les crises.

C) On assiste aussi à des transformations identitaires durables :

On invoque pour la question palestinienne cette idée du droit au retour (haq al Awda) notamment depuis la Nakba, cette revendication est en fait quelque chose de commun à toute la diaspora palestinienne ce qui renforce le sentiment d'appartenance à une nation, à un peuple... On assiste également à une redéfinition des équilibres religieux dans des pays fragiles. Par exemple, la guerre civile libanaise évoquée plus tôt a marqué le départ de nombreux chrétiens de Beyrouth-Est vers les régions chrétiennes du Mont-Liban en réponse aux milices phalangistes de Pierre Gemayel. Ou même en Irak, l'invasion américaine de 2003 a provoqué la fuite des sunnites et des chiïtes de leur quartiers mixtes, ce qui a créé des villes et des quartiers majoritairement homogènes, comme à Bagdad. La guerre contre Daesh entre 2014-2017 a encore accentué ces déplacements compliquant la reconstruction d'un Irak unifié.

III) Une « crise permanente » : une résolution qui se révèle entravée, entre instrumentalisation politique, faillite des solidarités

A) Pourquoi la situation semble bloquée ?

Comme évoqué plus haut, la possibilité du droit au retour palestinien doit se confronter au refus Israélien. Cette revendication bien qu'elle unifie les Palestiniens ne pourra être appliquée tant qu'Israël y mettra son droit de « veto », On se retrouve également dans une situation où l'on promeut l'aide humanitaire (maintenir en vie) au détriment de solutions politiques cherchant à régler les causes). De ce fait, cela crée un cercle vicieux dans lequel l'aide humanitaire devient un substitut à une solution politique : ce qui permet à la communauté internationale de gérer les symptômes de la crise. L'UNRWA plus de 70 ans après fournit toujours des services essentiels à des millions de Palestiniens en gérant les conséquences de la Nakba tandis que la cause politique

fondamentale n'est pas résolue. C'est en fait une solution court-termiste qui permet de ne pas s'engager de manière risquée et complexe. On assiste également à un enracinement des réfugiés et des déplacés dans la précarité avec une normalisation de leur situation.

B) La transmission du statut de réfugié de générations en générations créant ainsi des populations sans perspective claire d'intégration ou de retour.

En Jordanie, de nombreux Palestiniens ont obtenu la nationalité, ce qui n'est pas le cas du Liban qui fait face à une crainte de modifier les équilibres du pays. Les 13 camps officiels existent toujours en Jordanie et sont confrontés à des problèmes de pauvreté, de chômage et de surpeuplement. Des millions de personnes vivent donc dans un entre-deux, où le statut de réfugié se transmet comme un héritage sans réelle perspective d'avenir. Le risque d'une "génération perdue", d'enfants privés d'éducation et d'avenir stable est donc élevé. Dès 1967, l'UNRWA se charge de l'éducation des enfants réfugiés mais avec des moyens limités, tandis que 50 % des enfants syriens ne sont pas scolarisés en dépit de la guerre de Syrie depuis 2011 d'après l'UNICEF. Ces enfants se trouvant dans des camps de réfugiés, ou vivant sous blocus, sont recrutés par des groupes armés tels que le Hezbollah ou le Hamas ce qui donne lieu une fois de plus à une boucle sans fin. On a donc une absence de repères stables, certains camps palestiniens au Liban comme Ain al-Hilweh sont minés par la violence. La génération perdue est donc le résultat cumulé de décennies de conflits non résolus, où l'aide humanitaire ne répond pas aux solutions politiques.

c) Les réfugiés : les boucs émissaires de l'instabilité régionale

L'une des conséquences de ce phénomène est l'accentuation des pressions exercées sur les ressources nationales. La Syrie est un bon exemple: en 2007, après avoir accueilli environ 1,2 million de réfugiés irakiens, tous les prix sont montés en flèche, des denrées alimentaires les plus essentielles au loyer des logements, tandis que la consommation d'eau et d'électricité a connu une augmentation fulgurante. Un sentiment de frustration a progressivement envahi tant les communautés d'accueil que les populations de réfugiés, exacerbant les tensions et provoquant des flambées de violence. Le gouvernement syrien s'est trouvé sous une pression accrue de remédier aux multiples crises mais, face à l'augmentation de la demande en services sociaux et en l'absence de ressources suffisantes, il ne pouvait pas faire grand-chose

Conclusion : En définitive, la question des réfugiés et déplacés au Moyen Orient est très délicate. La caractérisation des déportations et massacres comme « meurtre d'une nation » ou crime contre toute une race est contemporaine des faits. Elle est due à l'historien Arnold Toynbee. Nous avons ainsi pu analyser en quoi ce terme pouvait s'appliquer aux Populations du Moyen-Orient. D'autre part, nous avons pu aborder l'idée que les réfugiés, qui étaient à l'origine une conséquence du politique, avaient été instrumentalisés pour faire d'eux un moyen, un outil à des fins économiques malgré une situation de crise. Enfin nous avons pu voir que cette situation restait quand même inchangée en dépit du manque de prises de décisions vis-à-vis des réfugiés dans la mesure où la communautés internationales priorisent davantage l'idée de guérir à celle de prévenir en favorisant le secours des populations aux tentatives de trouver un consensus entre les belligérants.

Sources: Dakhli (L), *Le Moyen-Orient, Fin XIXè-XXè siècle*, 2016

Denoël (Y), *Les Guerres Secrètes du Mossad*, 2009

Migliorino (N), *(Re)constructing Armenia in Lebanon and Syria. Ethnocultural Diversity and the State in the Aftermath of a Refugee Crisis*, 2008

